

moment, c'est la bourgeoisie qui reprendra du terrain en laissant pourrir la grève pour la briser ensuite.

* La violence de l'insurrection ne dépend finalement que des capacités de riposte de la bourgeoisie. Plus la classe ouvrière est unie et organisée pour se défendre, moins la résistance de la bourgeoisie a de chances d'être vigoureuse. Dans tous les cas, l'insurrection décide du sort de la classe ouvrière : victorieuse, elle instaure la dictature du prolétariat ; battue, elle replonge dans l'exploitation. La victoire se prépare et se décide quand les travailleurs sont convaincus de sa possibilité et organisés pour la gagner...

*(Ce que veut la Ligue Communiste
pages 75-77)*

3. — Aujourd'hui des comités de grève, Demain des conseils ouvriers !

Dans aucun des Etats qui se donnent le nom de « socialistes » la classe ouvrière n'exerce réellement le pouvoir.

La révolution y a été faite par elle ou en son nom, mais elle en a été partout, à des degrés divers, dépossédée au profit d'une couche bureaucratique parasitaire qui prend seule toutes les décisions et cultive les privilèges qu'elle s'est octroyés. La dégénérescence qu'ont connue les Etats ouvriers, notamment l'URSS et les pays d'Europe de l'Est, les fait apparaître aujourd'hui aux yeux des travailleurs comme de véritables repoussoirs qui rendent suspects à leurs yeux tout projet socialiste : là se trouve l'un des verrous les plus puissants à l'entrée en lutte de la classe ouvrière dans les pays capitalistes.

En France, les partenaires de l'Union de la Gauche ne nous proposent rien de fondamentalement différent. Le PCF cautionne par son attitude les dénaturations staliniennes du socialisme qui ont cours en Pologne, en Tchécoslovaquie et ailleurs.. Le PS parle d'autogestion, mais Mitterrand précise que c'est pour... « Dans plusieurs générations ». Quant au programme commun, censé ouvrir la voie au socialisme, ce qu'il propose comme changement de la situation des travailleurs dans l'entreprise est dérisoire : une heure mensuelle d'information syndicale !

Les syndicats seront « consultés », « Pourront intervenir », « recevront des informations » et une heure par mois ils pourront soumettre ces informations à la discussion de l'ensemble des travailleurs !

Rien ne caractérise mieux le réformisme de ce programme, rien ne prouve plus nettement qu'il n'envisage en aucun cas de remettre le pouvoir dans les mains des travailleurs eux-mêmes, organisés sur leur lieu de travail pour l'exercer. Pour les auteurs